

Solidaires finances



Retrait de la Loi Travail

23-28 juin : Mobilisons-nous !

Un million de manifestants à Paris venus de toute la France pour dire **NON** à la loi Travail, il devrait être difficile à quiconque de prétendre que la mobilisation s'essouffle.

Ramener le nombre de manifestants de un million (chiffre des organisateurs) à 80.000 selon les chiffres de la police n'est rien moins que ridicule et méprisant pour toutes les personnes mobilisées. Comment croire que le seul contenu du Stade de France aurait rempli le trajet de la manifestation alors que les derniers manifestant-E-s patientaient Place d'Italie, le lieu de départ, 4 heures après que la banderole de tête soit partie. C'est d'abord cette énorme mobilisation et le rejet de la loi Travail qu'elle signifie qui doivent être retenus.

Que dire aussi des images de violences policières, bien moins reprises et qui circulent moins dans les médias que celles de « casseurs » et de « casse » opérée en tête de cortège ? Pourtant ces violences ont été commises contre des personnes pacifiques exerçant leur droit à manifester et qui se retrouvent blessées pour certaines d'entre elles mais ignorées dans les médias.

La fédération Solidaires Finances et ses syndicats refusent l'amalgame qui ferait de toute personne qui défile en dehors du cortège syndical, organise un blocage, une action d'occupation ou de gratuité de service... un dangereux « casseur » voire un terroriste en puissance.

La fédération Solidaires Finances refuse que l'action syndicale soit défigurée et criminalisée par le gouvernement, les médias, le patronat.

C'est pourquoi, nous revendiquons et exercerons à nouveau notre droit à manifester dans la rue les 23 et 28 juin, prochaines journées nationales de mobilisation contre la casse du Code du Travail et pour le retrait de la loi El Khomri. Casse du Code du Travail qui, avec celles de notre protection sociale, de nos services publics, et en particulier des missions de contrôle dans les ministères économiques et financiers, constituent un recul sans précédent de nos conquêtes sociales.

Le gouvernement porte seul la responsabilité de la dégradation du climat social. Il doit cesser ses minorations ridicules des manifestations à Paris comme en province, ses intimidations, sa politique de matamore et ses coups de menton. Il doit cesser de réprimer ce mouvement social massif et déterminé, largement soutenu par la population. Il doit cesser sa politique de violence sociale.

Solidaires Finances appelle à rejoindre massivement les manifestations et mobilisations des 23 et 28 juin, en fonction des modalités décidées au niveau local.

Notre fédération ne participera à aucune réunion programmée les 23 et 28 juin par le secrétariat général de Bercy.

